

Mémorial

du



Memorial

des

Grand-Duché de Luxembourg

Großherzogtums Luxemburg.

Mercredi, le 29 février 1956.

No 14

Mittwoch, den 29. Februar 1956.

Arrêté grand-ducal du 11 février 1956 concernant les conditions d'avancement aux grades de commis-aux-écritures et de commis-technicien de l'Administration des Services agricoles.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu Notre arrêté du 6 octobre 1945, portant réorganisation des Services agricoles ;

Vu l'article 17 de la loi du 21 mai 1948, portant révision générale des traitements des fonctionnaires et employés et allocation de suppléments de pensions aux retraités de l'Etat, modifiée et complétée par les lois des 16 janvier 1951 et 24 avril 1954 ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Agriculture et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Nul ne peut être nommé commis-aux-écritures ou commis-technicien s'il n'a subi avec succès l'examen prévu pour ce grade. Pour être admis à cet examen, le candidat doit avoir subi avec succès l'examen d'expéditionnaire ou d'expéditionnaire technique des Services agricoles depuis au moins 3 années.

Art. 2. L'examen portera sur les matières suivantes :

A. Pour les commis-aux-écritures :

1. Dactylographie : dictées de rapports.
L'appréciation portera sur la vitesse, la qualité et l'orthographe.
2. Langues française et allemande : confection dans les deux langues de projets de lettres et d'autres documents concernant des affaires courantes de service.

3. Comptabilité : dispositions principales de la loi sur la comptabilité de l'Etat ; exemples d'application courante : budget, liquidation et paiement des dépenses, états de salaire, déclarations, frais de route et de séjour, réceptions ; notions générales de comptabilité en partie simple.

4. Droit public et administratif : notions sur les pouvoirs publics et leurs attributions ; la constitution du Grand-Duché ; l'organisation et les attributions des Services agricoles ; notions générales sur la législation, sur la réglementation sur les assurances sociales, sur les associations syndicales et agricoles, sur la loi concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau.

B. Pour les commis-techniciens de la section du Génie rural :

1. Notions de mécanique, de résistance et d'hydraulique appliquée. — Mécanique : composition et décomposition des forces parallèles et concourantes ; centre de gravité des lignes et des surfaces usuelles. Résistance : extension et compression simples ; poutre sur 2 appuis et soumise à des charges verticales ; stabilité et résistance des murs de soutènement (épure statigraphique). Hydraulique appliquée : mouvement de l'eau dans les canaux découverts (applications des formules de Bazin et de Kutter) ; calcul du diamètre des tuyaux connaissant 2 éléments en faisant usage d'abaques.
2. Construction et pratique des travaux : disposition et aménagement intérieur des étables ; notions sur les travaux de régularisation des cours d'eau, de consolidation des berges et de drainage ; organisation et surveillance des chantiers ; cahiers généraux des charges ; mode d'exécution, métré, réception des travaux usuels.

3. Topographie : mesure des distances et des angles ; tracé et piquetage des alignements droits et curvilignes ; levé des plans ; nivellement géométrique ; profils en long et en travers.
4. Dessin graphique : reproduction d'un dessin d'ouvrage d'art ou d'un bâtiment agricole (transposition).

C. Pour les commis-techniciens de la section agronomique :

1. Exemples pratiques se rapportant à des tâches principales relevant du service auquel le candidat est attaché.
2. Notions approfondies des matières fondamentales rentrant dans les attributions des services respectifs : production végétale ; production animale ; industrie laitière ; mécanique agricole ; mutualité agricole ; arboriculture et horticulture.
3. Notions générales d'économie rurale : moyens de production ; spéculations végétale et animale ; rentabilité, prix et prix de revient ; amortissement ; taxations et statistiques agricoles ; comptabilité ; coopération en agriculture ; structure agraire ; rôle de l'agriculture dans l'économie nationale.
4. Administration et législation : l'organisation et les attributions des Services agricoles ; les services publics et autres institutions intéressant l'agriculture ; la législation et la réglementation sur les

matières concernant le domaine des services respectifs de la section agronomique.

Art. 3. Les examens prévus à l'article 2 auront lieu par écrit devant des jurys comprenant chacun 3 membres, nommés par Notre Ministre de l'Agriculture, conformément aux dispositions de l'article 1^{er}, al. 5 et 6 de l'arrêté grand-ducal du 30 janvier 1947, portant réglementation des conditions de recrutement et d'avancement des agents de l'Administration des Services agricoles.

Les jurys fixeront le nombre des points à attribuer à chaque matière et observeront, en ce qui concerne la procédure de l'examen, les dispositions de l'article 5 de l'arrêté grand-ducal du 30 janvier 1947 précité.

Art. 4. Pour l'avancement en grade, il est tenu compte, en dehors de l'ancienneté du classement, à l'examen, des qualités et aptitudes professionnelles, ainsi que de la conduite des candidats.

Art. 5. Notre Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Mémorial*.

Palais de Luxembourg, le 11 février 1956.

Charlotte.

Le Ministre de l'Agriculture,
Emile Colling.

Arrêté grand-ducal du 9 février 1956 portant revision du tarif des honoraires des curateurs en matière de faillite.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'art. 461 du code de commerce et l'art. 36 de la loi du 14 avril 1886 sur le concordat préventif de la faillite, modifiée et complétée par celle du 1^{er} février 1911 ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. I. L'arrêté grand-ducal du 3 janvier 1930 portant revision du tarif des honoraires des curateurs en matière de faillite est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — Les honoraires des curateurs des faillites seront réglés par le tribunal de commerce conformément aux dispositions suivantes.

Art. 2. — A raison des devoirs ordinaires, les curateurs sont rémunérés dans les faillites qui se terminent par liquidation, moyennant un double tantième, dont le premier est prélevé sur tout l'actif mobilier et encore sur l'actif immobilier réalisé non grevé d'hypothèques ni de privilèges et le deuxième sur l'actif net à distribuer entre les créanciers chirographaires, sans que toutefois la rémunération allouée pour le premier tantième puisse être inférieure au minimum prévu pour les différentes catégories telles qu'elles sont déterminées ci-après.

Art. 3. — Les tantièmes et les minima dont il est question à l'article précédent sont fixés comme suit :

| Catégories des faillites | Sur tout l'actif mobilier et encore sur l'actif immobilier réalisé non grevé d'hypothèques ni de privilèges | | Sur dividende attribué aux créanciers chirographaires |
|--|---|-------------|---|
| | tantième I | Minimum | tantième II |
| 1. au dessous de 37.500 fr. | 10% | 2.000 fr. | 10% |
| 2. de 37.501 à 50.000 fr. | 9% | 3.750 fr. | 9% |
| 3. de 50.001 à 75.000 fr. | 8% | 4.500 fr. | 8% |
| 4. de 75.001 à 100.000 fr. | 7% | 6.000 fr. | 7% |
| 5. de 100.001 à 125.000 fr. | 6% | 7.000 fr. | 6% |
| 6. de 125.001 à 250.000 fr. | 5% | 7.500 fr. | 5% |
| 7. de 250.001 à 500.000 fr. | 4% | 12.500 fr. | 4% |
| 8. de 500.001 à 1.250.000 fr. | 3% | 20.000 fr. | 3% |
| 9. de 1.250.001 à 2.500.000 fr. | 2,5% | 37.500 fr. | 2,5% |
| 10. de 2.500.001 à 5.000.000 fr. | 2% | 62.500 fr. | 2% |
| 11. au delà de 5.000.000 fr. à arbitrer par le tribunal | | 100.000 fr. | |

Toutefois, les honoraires ne peuvent en aucun cas être inférieurs à ceux que le curateur aurait touchés, si l'actif n'avait pas dépassé le maximum de la catégorie immédiatement inférieure.

Art. 4. — Les honoraires promérités à raison de devoirs extraordinaires sont arbitrés par le tribunal de commerce. Ne sont pas à considérer comme devoirs extraordinaires les devoirs à remplir dans les causes renvoyées aux débats ou introduites par voie d'assignation, soit en demandant soit en défendant, à moins qu'elles ne donnent lieu à des contestations sérieuses nécessitant un travail spécial d'une certaine importance.

Art. 5. — Dans les faillites terminées par concordat, le prélèvement du tantième n° 1 se fera sur tout l'actif mobilier et encore sur l'actif immobilier réalisé non grevé d'hypothèques ni de privilèges sur pied d'inventaire, modifié suivant les différences qui se seraient produites à la suite des réalisations opérées ; le tantième n° 2 sera prélevé sur la partie de l'actif réalisé, restitué au failli ou attribué à titre de dividende à ses créanciers chirographaires.

Les dividendes promis par le failli à ses créanciers et non réalisés par le curateur ne sont passibles d'aucun tantième.

Art. 6. — A raison des déplacements que les curateurs font sur autorisation du juge-commissaire, ils ont droit aux frais de route et de séjour alloués aux juges du tribunal d'arrondissement.

Art. 7. — Le tarif établi ci-avant est applicable aux faillites prononcées à partir du jour de sa publication au *Mémorial*. Quant aux faillites prononcées antérieurement et non encore clôturées, le tribunal fixera les honoraires des curateurs, en tenant compte de l'importance relative des devoirs accomplis avant et après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 8. — Si dans une faillite il y a plusieurs curateurs, les honoraires fixés en conformité du présent tarif sont partagés entre eux.

Art. 9. — Les dispositions qui précèdent sont applicables également aux liquidateurs en matière de concordat par abandon d'actif.

Art. II. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Mémorial*.

Palais de Luxembourg, le 9 février 1956.

Le Ministre de la Justice,

Victor Bodson.

Charlotte.

Avis. — Jury d'examen. — Le jury d'examen pour la collation des grades en philosophie et lettres se réunira en session extraordinaire du 1^{er} au 26 mars 1956 dans une salle de l'Athénée de Luxembourg à l'effet de procéder à l'examen de :

MM. Roger *Brachmond* de Waldbillig, Guy *Hansen* de Luxembourg, Raymond *Hollenfeltz* de Luxembourg, Mlle Marie-Thérèse *Hostert* de Luxembourg, MM. Fernand *Karier* d'Esch-sur-Alzette, Roger *Linster* de Luxembourg, Fernand *Muller* de Luxembourg, Georges *Palgen* de Luxembourg, Jean *Wagner* de Rodange et Fernand *Welter* d'Esch-sur-Alzette, candidats au deuxième examen de la candidature en philosophie et lettres préparatoire au doctorat en philosophie et lettres ;

MM. Nicolas *Klecker* de Brandebourg, Joseph *Majerus* de Rambrouch, Marcel *Molitor* de Luxembourg, Georges *Muller* de Luxembourg, Roger *Schlim* de Diekirch, Marcel *Schmit* de Tuntange, Camille *Storck* de Differdange, Gilbert *Trausch* de Luxembourg et Edmond *Wagner* de Grosbous, candidats à l'examen du doctorat en philosophie et lettres.

L'examen écrit aura lieu pour tous les candidats le jeudi, 1^{er} mars, et le samedi, 3 mars, chaque fois de 8 heures à midi et de 15 à 19 heures.

Les épreuves orales sont fixées comme suit : pour M. *Hollenfeltz* au lundi, 5 mars, à 16,15 heures; pour M. *Schlim* au mardi, 6 mars, à 14,15 heures ; pour M. *Majerus* au même jour, à 18 heures ; pour M. Jean *Wagner* au mercredi, 7 mars, à 16,15 heures ; pour M. *Klecker* au jeudi, 8 mars, à 14,15 heures ; pour M. *Molitor* au même jour, à 18 heures ; pour M. *Brachmond* au vendredi, 9 mars, à 16,15 heures ; pour M. Georges *Muller* au lundi, 12 mars, à 16,15 heures; pour M. Fernand *Muller* au mardi, 13 mars, à 14,15 heures ; pour M. *Schmit* au mercredi, 14 mars, à 16,15 heures; pour M. *Hansen* au jeudi, 15 mars, à 14,15 heures ; pour M. *Storck* au vendredi, 16 mars, à 16,15 heures ; pour Mlle *Hostert* au lundi, 19 mars, à 16,15 heures ; pour M. *Trausch* au mardi, 20 mars, à 14,15 heures ; pour M. Edmond *Wagner* au mercredi, 21 mars, à 16,15 heures ; pour M. *Palgen* au jeudi, 22 mars, à 14,15 heures ; pour M. *Linster* au même jour, à 17 heures ; pour M. *Welter* au vendredi, 23 mars, à 16,15 heures ; pour M. *Karier* au lundi, 26 mars, à 16,15 heures. — 20 février 1956.

Naturalisations. — Par loi du 5 janvier 1956, la naturalisation est accordée à Monsieur *Camporesi* Joseph, né le 14 janvier 1920 à S. Agata Feltria/Italie, demeurant à Esch-sur-Alzette.

Cette naturalisation a été acceptée le 15 février 1956, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune d'Esch-sur-Alzette.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 5 janvier 1956, la naturalisation est accordée à Monsieur *Nanni* Raymond, né le 10 juillet 1928 à Dudelange et y demeurant.

Cette naturalisation a été acceptée le 15 février 1956, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Dudelange.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

Avis. — Actes des Première et Deuxième Conférences internationales de la Paix, signés à La Haye, les 29 juillet 1899 et 18 octobre 1907.

(*Mémorial* 1901, p. 701 et ss.)

(*Mémorial* 1912, p. 905 et ss.)

Le Gouvernement des Pays-Bas, dépositaire des Actes des Conférences internationales de la Paix qui eurent lieu à La Haye en 1899 et 1907, a procédé à une mise à jour de l'état des signatures, ratifications, adhésions et dénonciations concernant lesdits Actes. Les deux tableaux contenant ces données, arrêtés en juillet 1955, sont publiés ci-après.

Luxembourg, le 10 février 1956.

Le Ministre des Affaires Etrangères a. i.,
Pierre Frieden.

PREMIÈRE CONFÉRENCE DE LA PAIX.

TABLEAU

des Dépôts des actes de ratification et des Adhésions aux Conventions et Déclarations, signées à La Haye le 29 juillet 1899 à la Première Conférence de la Paix et dénommées ci-dessous :*)

*) Les dates mentionnées dans ce tableau sont également celles de l'entrée en vigueur. Les dates en italiques se rapportent aux adhésions.

Les conventions I, II et III sont remplacées par les conventions I, IV et X du 18 octobre 1907, élaborées par la Deuxième Conférence de la Paix, dans les rapports entre les pays qui ont ratifié ces conventions. Le remplacement est marqué d'un astérisque.

| | I Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux | II Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre | III Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864 (L'article 10 est exclu de la ratification ainsi que de l'adhésion) | IV 1° Déclaration concernant l'interdiction de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux | IV 2° Déclaration concernant l'interdiction de l'emploi de projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères | IV 3° Déclaration concernant l'interdiction de l'emploi de balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, etc. |
|-------------------------------------|--|--|--|--|---|---|
| Afrique du Sud (Union de 1°) | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900 | Abrogée depuis le 4 septembre 1905. | <i>30 août 1907</i> | <i>30 août 1907</i> |
| Allemagne | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900* | | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900 |
| Argentine | <i>15 juin 1907</i> | <i>17 juin 1907</i> | <i>17 juin 1907</i> | | | |
| Australie | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900 | | <i>30 août 1907</i> | <i>30 août 1907</i> |
| Autriche | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900* | | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900 |
| Belgique | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900* | | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900 |
| Bolivie | <i>15 juin 1907*</i> | <i>7 févr. 1907*</i> | <i>7 févr. 1907*</i> | | | |
| Brésil | <i>15 juin 1907*</i> | <i>25 févr. 1907*</i> | <i>25 févr. 1907*</i> | | | |
| Bulgarie | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900 | | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900. |
| Canada | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900 | | <i>30 août 1907</i> | <i>30 août 1907</i> |
| Ceylan | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900 | | <i>30 août 1907</i> | <i>30 août 1907</i> |
| Chili | <i>15 juin 1907</i> | <i>19 juin 1907</i> | <i>19 juin 1907</i> | | | |

| | I | II | III | IV 1° | IV 2° | IV 3° | |
|------------------------------|---|----------------|---------------|-------------------------------------|--------------|---------------------------|---------------------------|
| Chine | 21 nov. 1904* | 12 juin 1907* | 21 nov. 1904* | Abrogée depuis le 4 septembre 1905. | 21 nov. 1904 | 21 nov. 1904 | |
| Colombie | 15 juin 1907 | 30 janv. 1907 | 30 janv. 1907 | | | | |
| Corée | | 17 mars 1903 | 7 févr. 1903 | | | | |
| Cuba | 15 juin 1907* | 17 avril 1907* | 29 juin 1907* | | | | |
| Danemark | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900* | | | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900 |
| Dominicaine (Rép.) | 15 juin 1907 | 13 avril 1907 | 29 juin 1907 | | | | |
| Equateur | 3 juill. 1907 | 31 juill. 1907 | 5 août 1907 | | | | |
| Espagne | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900* | | | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900 |
| Etats-Unis d'Amérique | 4 sept. 1900° sous réserve de la déclaration faite dans la séance plénière de la Conférence du 25 juillet 1899. (Voir les Procès-verbaux, Première Partie, page 93.) | 9 avril 1902* | 4 sept. 1900* | | | ni signée, ni ratifiée | ni signée, ni ratifiée |
| Ethiopie | | | | | | 9 août 1935 | 9 août 1935 |
| France | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900* | | | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900 |
| Grande-Bretagne | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900 | | | 30 août 1907 | 30 août 1907 |
| Grèce | 4 avril 1901 | 4 avril 1901 | 4 avril 1901 | | | 4 avril 1901 | 4 avril 1901 |
| Guatemala | 15 juin 1907* | 2 mai 1906* | 6 avril 1903* | | | | |
| Haiti | 15 juin 1907* | 24 mai 1907* | 29 juin 1907* | | | | |
| Honduras | | 21 août 1906 | 21 août 1906 | | | | |
| Hongrie | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900* | | | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900 |
| Inde | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900 | | 30 août 1907 | 30 août 1907 | |
| Iran (voir Perse) | | | | | | | |

| | I | II | III | IV 1° | IV 2° | IV 3° |
|------------------------------|---|-----------------|-----------------|-------|---------------------------|---------------------------|
| Irlande | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900 | | 30 août 1907 | 30 août 1907 |
| Italie | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900* | | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900 |
| Japon | 6 oct. 1900* | 6 oct. 1900* | 6 oct. 1900* | | 6 oct. 1900 | 6 oct. 1900 |
| Laos | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900* | | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900 |
| Luxembourg | 12 juill. 1901* | 12 juill. 1901* | 12 juill. 1901* | | 12 juill. 1901 | 12juill. 1901 |
| Mexique | 17 avril 1901* | 17 avril 1901* | 17 avril 1901* | | 17 avril 1901 | 17 avril 1901 |
| Monténégro | 16 oct. 1900 | 16 oct. 1900 | 16 oct. 1900 | | 16 oct. 1900 | 16 oct. 1900 |
| Nicaragua | 15 juin 1907* | 17 mai 1907* | 17 mai 1907* | | 11 oct. 1907 | 11 oct. 1907 |
| Norvège | 4 sept. 1900* | 5 juill. 1907* | 4 sept. 1900* | | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900 |
| Nouvelle-Zélande | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900 | | 30 août 1907 | 30 août 1907 |
| Pakistan | 4 sept. 1900 | 4 sept 1900* | 4 sept. 1900 | | 30 août 1907 | 30 août 1907 |
| Panama | 15 juin 1907* | 20 juill. 1907* | 22 juill. 1907* | | | |
| Paraguay | 15 juin 1907* | 12 avril 1907 | 29 juin 1907 | | | |
| Pays-Bas | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900* | | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900 |
| Pérou | 15 juin 1907 | 24 nov. 1903 | 24 nov. 1903 | | | |
| Perse (dénommée Iran) | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900 | | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900 |
| Philippines | 4 sept. 1900* (voir Etats-Unis d'Amérique) | 9 avril 1902* | 4 sept. 1900* | | ni signée, ni ratifiée | ni signée, ni ratifiée |
| Portugal | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900* | | 4 sept. 1900 | 29 août 1907 |
| Roumanie | 4 sept. 1900* sous les réserves, formulées aux art. 16, 17 et 19 de la présente Convention (15, 16 et 18 du projet présenté par le | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900* | | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900 |

Abrogée depuis le 4 septembre 1905.

| | I | II | III | IV 1° | IV 2° | IV 3° |
|--|---|----------------|---------------|-------|--------------|--------------|
| | Comité d'examen) et consignées au procès-verbal de la séance de la 3 ^{me} Commission du 20 juillet 1899. (Voir les Procès-verbaux, Quatrième Partie, pages 64 et 65.) | | | | | |
| Russie (dénommée Union des Républiques Soviétiques Socialistes) | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900* | | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900 |
| Salvador | 20 juin 1907* | 20 juin 1902* | 20 juin 1902* | | | |
| Serbie (dénommée Yougoslavie) | 11 mai 1901 sous les réserves consignées au procès-verbal de la 3 ^{me} Commission du 20 juillet 1899. (Voir les Procès-verbaux, Quatrième Partie, page 63.) | 11 mai 1901 | 11 mai 1901 | | 11 mai 1901 | 11 mai 1901 |
| Siam (dénommé Thaïlande) | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900* | 4 sept. 1900* | | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900 |
| Suède | 4 sept. 1900* | 5 juill. 1907* | 4 sept. 1900* | | 4 sept. 1900 | 4 sept. 1900 |
| Suisse | 29 déc. 1900* | 20 juin 1907* | 29 déc. 1900* | | 29 déc. 1900 | 29 déc. 1900 |
| Thaïlande (voir Siam) | | | | | | |
| Turquie | 12 juin 1907 | 12 juin 1907 | 12 juin 1907 | | 12 juin 1907 | 12 juin 1907 |
| Union des Républiques Soviétiques Socialistes (voir Russie) | | | | | | |
| Uruguay | 17 juin 1907 | 21 juin 1906 | 21 juin 1906 | | | |
| Venezuela | 15 juin 1907 | 1 mars 1907 | 1 mars 1907 | | | |
| Yougoslavie (voir Serbie) | | | | | | |

Abrogée depuis le 4 septembre 1905.

DEUXIEME CONFERENCE DE LA PAIX.

—

TABLEAU

**des signatures, des ratifications, des adhésions et des dénonciations concernant les Conventions, la Déclaration
et l'Acte final,**

signés à La Haye le 18 octobre 1907 à la

Deuxième conférence de la Paix

(*S* = signée. *Rat.* = ratifiée. *Adh.* = adhésion. *Dén.* = dénoncée. *rés.* = réserve. *prov.* = provisoire.

| | I | II | III | IV | V | VI |
|--|--|---|--|---|--|---|
| | Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux | Convention concernant la limitation de l'emploi de la force Pour le recouvrement de dettes contractuelles | Convention relative à l'ouverture des hostilités | Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre | Convention concernant les droits et les devoirs des Puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre | Convention relative au régime des navires de commerce ennemis au début des hostilités |
| Afrique du Sud (Union de l') <i>Rat. II-IV, VI-IX, XI 27 nov. 1909.</i> <i>Entrée en vigueur 26 janv. 1910.</i> <i>Rat. et entrée en vigueur XIV 27 nov. 1909.</i> <i>Dén. VI 14 nov. 1925.</i> <i>Entrée en vigueur 14 nov. 1926.</i> | S | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S rés. | S <i>Rat.</i> <i>Dén.</i> |
| Allemagne <i>Rat. I-XI, XIII 27 nov. 1909.</i> <i>Entrée en vigueur 26 janv. 1910.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S rés. <i>Rat. rés.</i> | S <i>Rat.</i> | S rés. <i>Rat. rés.</i> |
| Amérique (Etats-Unis d') <i>Rat. I-V, VIII-XI 27 nov. 1909.</i> <i>Entrée en vigueur 26 janv. 1910</i> <i>Rat. et entrée en vigueur XIV 27 nov. 1909.</i> <i>Adh. XIII 3 déc. 1909.</i> <i>Entrée en vigueur 1 févr. 1910.</i> | S rés. <i>Rat. rés.</i> | S <i>Rat. rés.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | |
| Argentine <i>Rat. I-IX, XIII 27 nov. 1909.</i> <i>Entrée en vigueur 26 janv. 1910.</i> | S | S rés. | S | S | S rés. | S |
| Australie <i>Rat. II-IV, VI-IX, XI 27 nov. 1909.</i> <i>Entrée en vigueur 26 janv. 1910.</i> <i>Rat. et entrée en vigueur XIV 27 nov. 1909.</i> <i>Dén. VI 14 nov. 1925.</i> <i>Entrée en vigueur 14 nov. 1926.</i> | S | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S rés. | S <i>Rat.</i> <i>Dén.</i> |
| Autriche <i>Rat. I-IX, XIII 27 nov. 1909.</i> <i>Entrée en vigueur 26 janv. 1910.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S rés. <i>Rat. rés.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> |
| Belgique <i>Rat. I, III-XI, XIII 8 août 1910.</i> <i>Entrée en vigueur 7 octobre 1910.</i> <i>Rat. et entrée en vigueur XIV 8 août 1910.</i> | S <i>Rat.</i> | | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> |

| VII Convention relative à la transformation des navires de commerce en bâtiments de guerre | VIII Convention relative à la pose de mines sous-marines automatiques de contact | IX Convention concernant le bombardement par des forces navales en temps de guerre | X Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève | XI Convention relative à certaines restrictions à l'exercice du droit de capture dans la guerre maritime | XII Convention relative à l'établissement d'une Cour internationale des prises | XIII Convention concernant les droits et les devoirs des Puissances neutres en cas de guerre maritime | XIV Déclaration relative à l'interdiction de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons | XV Acte final |
|---|---|---|---|---|---|--|--|------------------|
| <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> <i>Rat.</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> <i>Rat.</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> |
| <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> <i>Rat.</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> <i>Rat.</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> <i>Rat.</i> <i>rés.</i> | | <i>S</i> |
| | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> | <i>Adh.</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> |
| <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> |
| <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> <i>Rat.</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> <i>Rat.</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> |
| <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> |
| <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> |

| | I | II | III | IV | V | VI |
|---|------------------|---------------------------------|------------------|------------------|------------------|---------------------------------|
| Bolivie <i>Rat. I, III-V, IX-X 27 nov. 1909.</i> <i>Entrée en vigueur 26 janv. 1910.</i> <i>Rat. et entrée en vigueur XIV 27 nov. 1909.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>rés.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S |
| Brésil <i>Rat. I, III-XI, XIII 5 janv. 1914.</i> <i>Entrée en vigueur 6 mars 1914.</i> <i>Rat. et entrée en vigueur XIV 5 janv. 1914.</i> | S <i>Rat.</i> | <i>rés.</i> <i>rés.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> |
| Bulgarie | S | S | S | S | S | S |
| Canada <i>Rat. II-IV, VI-IX, XI 22 nov. 1909.</i> <i>Entrée en vigueur 26 janv. 1910.</i> <i>Rat. et entrée en vigueur XIV 27 nov. 1909.</i> <i>Dén. VI 14 nov. 1925.</i> <i>Entrée en vigueur 14 nov. 1926.</i> | S | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>rés.</i> | S <i>Rat.</i> <i>Dén.</i> |
| Ceylan <i>Rat. II-IV, VI-IX, XI 22 nov. 1909.</i> <i>Entrée en vigueur 26 janv. 1910.</i> <i>Rat. et entrée en vigueur XIV 27 nov. 1909.</i> <i>Dén. VI 14 nov. 1925.</i> <i>Entrée en vigueur 14 nov. 1926.</i> | S | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>rés.</i> | S <i>Rat.</i> <i>Dén.</i> |
| Chili <i>Rat. I, X 27 nov. 1909.</i> <i>Entrée en vigueur 26 janv. 1910.</i> <i>Rat. et entrée en vigueur XIV 27 nov. 1909.</i> <i>Adh. II, III, V, IX, XIII 15 janv. 1910.</i> <i>Entrée en vigueur 16 mars 1910.</i> <i>Adh. IV, VI, VII, VIII, XI 10 mai 1917.</i> <i>Entrée en vigueur 9 juillet 1917.</i> | S <i>Rat.</i> | <i>rés.</i> S <i>Adh.</i> | S <i>Adh.</i> | S <i>Adh.</i> | S <i>Adh.</i> | S <i>Adh.</i> |
| Colombie <i>Rat. I, X 27 nov. 1909.</i> <i>Entrée en vigueur 26 janv. 1910.</i> <i>Rat. et entrée en vigueur XIV 27 nov. 1909.</i> <i>Adh. II, III, V, IX, XIII 15 janv. 1910.</i> <i>Entrée en vigueur 16 mars 1910.</i> <i>Adh. IV, VI, VII, VIII, XI 10 mai 1917.</i> <i>Entrée en vigueur 9 juillet 1917.</i> | S | S <i>rés.</i> | S | S | S | S |

| | I | II | III | IV | V | VI |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|---------------------------------|
| Cuba <i>Rat. I, IV-VI, IX-X 22 fév. 1912.</i> <i>Entrée en vigueur 22 avril 1912.</i> | S <i>Rat.</i> | S | S | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> |
| Danemark <i>Rat. I-XI, XIII 27 nov. 1909.</i> <i>Entrée en vigueur 26 janv. 1910.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> |
| Dominicaine (République) | S | S <i>rés.</i> | S. | S | S | S |
| Equateur | S | S <i>rés.</i> | S | S | S | S |
| Espagne <i>Rat. I-III, V-VII, X-XI 18 mars 1913.</i> <i>Entrée en vigueur 17 mai 1913.</i> <i>Adh. IX 24 février 1913.</i> <i>Entrée en vigueur 25 avril 1913.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> |
| Ethiopie <i>Adh. III-XI, XIII 5 août 1935.</i> <i>Entrée en vigueur 4 octobre 1935.</i> <i>Adh. et entrée en vigueur XIV 2 août 1935.</i> | | | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> |
| Finlande <i>Adh. prov. I-XI, XIII, XIV 30 déc. 1918.</i> <i>Entrée en vigueur 9 juin 1922.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> |
| France <i>Rat. I-XI, XIII 7 oct. 1910.</i> <i>Entrée en vigueur 6 déc. 1910.</i> <i>Dén. VI 13 juillet 1939.</i> <i>Entrée en vigueur 13 juillet 1940.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> <i>Dén.</i> |
| Grande-Bretagne <i>Rat. II-IV, VI-IX, XI 27 nov. 1909.</i> <i>Entrée en vigueur 26 janv. 1910.</i> <i>Rat. et entrée en vigueur XIV 27 nov. 1909.</i> <i>Dén. VI 14 nov. 1925.</i> <i>Entrée en vigueur 14 nov. 1926.</i> | S | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>rés.</i> | S <i>Rat.</i> <i>Dén.</i> |
| Grèce | S <i>rés.</i> | S <i>rés.</i> | S | S | S | S |

| VII | VIII | IX | X | XI | XII | XIII | XIV | XV |
|-------------------------|--|--|-------------------------|-------------------------|----------------------|-------------------------|-------------------------|----------|
| <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> | | <i>S</i> | <i>S</i> |
| <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | | <i>S</i> |
| | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> |
| <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> |
| <i>S</i> <i>Rat.</i> | | <i>Adh.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> | | | <i>S</i> |
| <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Aadh.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | |
| <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | |
| <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> <i>Rat. rés.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> <i>Rat. rés.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | | <i>S</i> |
| <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> <i>Rat. rés.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> <i>Rat. rés.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> |
| <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> |

| | I | II | III | IV | V | VI |
|--|------------------|------------------|-------------|------------------|-------------|-------------|
| Guatémala | S | S rés. | S | S | S | S |
| <i>Rat. I-XI, XIII 15 mars 1911.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat. rés.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> |
| <i>Entrée en vigueur 14 mai 1911.</i> | | | | | | |
| Haïti | S | S | S | S | S | S |
| <i>Rat. I-XI, XIII 2 février 1910.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> |
| <i>Entrée en vigueur 3 avril 1910.</i> | | | | | | |
| <i>Rat. et entrée en vigueur XIV 2 fév. 1910.</i> | | | | | | |
| Hongrie | S | S | S | S rés. | S | S |
| <i>Rat. I-XI, XIII 27 nov. 1909.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat. rés.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> |
| <i>Entrée en vigueur 26 janv. 1910.</i> | | | | | | |
| Inde | S | S | S | S | S rés. | S |
| <i>Rat. II-IV, VI-IX, XI 27 nov. 1909.</i> | | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | | <i>Rat.</i> |
| <i>Entrée en vigueur 26 janv. 1910.</i> | | | | | | <i>Dén.</i> |
| <i>Rat. et entrée en vigueur XIV 27 nov. 1909.</i> | | | | | | |
| <i>Dén. VI 14 nov. 1925.</i> | | | | | | |
| <i>Entrée en vigueur 14 nov. 1926.</i> | | | | | | |
| Iran (voir Perse) | | | | | | |
| Irlande | S | S | S | S | S rés. | S |
| <i>Rat. II-IV, VI-IX, XI 27 nov. 1909.</i> | | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | | <i>Rat.</i> |
| <i>Entrée en vigueur 26 janv. 1910.</i> | | | | | | <i>Dén.</i> |
| <i>Rat. et entrée en vigueur XIV 27 nov. 1909.</i> | | | | | | |
| <i>Dén. VI 14 nov. 1925.</i> | | | | | | |
| <i>Entrée en vigueur 14 nov. 1926.</i> | | | | | | |
| Italie | S | S | S | S | S | S |
| <i>Rat. X 15 février 1937.</i> | | | | | | |
| <i>Entrée en vigueur 16 avril 1927.</i> | | | | | | |
| Japon | S rés. | S | S | S rés. | S | S |
| <i>Rat. I-XI, XIII 13 déc. 1911.</i> | <i>Rat. rés.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat. rés.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> |
| <i>Entrée en vigueur 11 fév. 1912.</i> | | | | | | |
| Laos | S | S | S | S | S | S |
| <i>Rat. I-IX, XIII 7 oct. 1910.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> |
| <i>Entrée en vigueur 6 déc. 1910.</i> | | | | | | <i>Dén.</i> |
| <i>Dén. VI 13 juillet 1939.</i> | | | | | | |
| <i>Entrée en vigueur 13 juillet 1940.</i> | | | | | | |

| VII | VIII | IX | X | XI | XII | XIII | XIV | XV |
|-------------------------|---|---|-------------------------|-------------------------|----------------------|---|-------------------------|----------|
| <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | | <i>S</i> |
| <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> |
| <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> |
| <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> <i>Rat.</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> <i>Rat.</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> |
| <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> <i>Rat.</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> <i>Rat.</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> |
| <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | | <i>S</i> |
| <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> <i>Rat.</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> <i>Rat.</i> <i>rés.</i> | | <i>S</i> |
| <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> <i>Rat.</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> <i>Rat.</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | | <i>S</i> |

| | I | II | III | IV | V | VI |
|---|-------------|------------------|-------------|---------------|---------------|-------------|
| Lettonie | | | | | | |
| <i>Adh. prov. X 15 avril 1922.</i> | | | | | | |
| <i>Entrée en vigueur 7 juin 1923.</i> | | | | | | |
| Libéria | | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> |
| <i>Adh. II-IX, XI, XIII 4 fév. 1914.</i> | | | | | | |
| <i>Entrée en vigueur 5 avril 1914.</i> | | | | | | |
| <i>Adh. et entrée en vigueur XIV 4 fév. 1914.</i> | | | | | | |
| Luxembourg | <i>S</i> | | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> |
| <i>Rat. I, III-XI, XIII 5 sept. 1912.</i> | <i>Rat.</i> | | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> |
| <i>Entrée en vigueur 4 nov. 1912.</i> | | | | | | |
| <i>Rat. et entrée en vigueur XIV 5 sept. 1912.</i> | | | | | | |
| Mexique | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> |
| <i>Rat. I-IX, XIII 27 nov. 1909.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> |
| <i>Entrée en vigueur 26 janv. 1910.</i> | | <i>Dén.</i> | | | | |
| <i>Dén. II 21 avril 1931.</i> | | | | | | |
| <i>Entrée en vigueur 21 avril 1932.</i> | | | | | | |
| Monténégro | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> rés. | <i>S</i> | <i>S</i> |
| Nicaragua | <i>Adh.</i> | <i>Adh. rés.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> |
| <i>Adh. I-IX, XIII 16 déc. 1909.</i> | | | | | | |
| <i>Entrée en vigueur 14 févr. 1910.</i> | | | | | | |
| <i>Adh. et entrée en vigueur XIV 16 déc. 1909.</i> | | | | | | |
| Norvège | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> |
| <i>Rat. I-XI, XIII 19 sept. 1910.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> |
| <i>Entrée en vigueur 18 nov. 1910.</i> | | | | | | |
| <i>Rat. et entrée en vigueur XIV 19 sept. 1910.</i> | | | | | | |
| Nouvelle-Zélande | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> rés. | <i>S</i> |
| <i>Rat. II-IV, VI-IX, XI 27 nov. 1909.</i> | | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | | <i>Rat.</i> |
| <i>Entrée en vigueur 26 janv. 1910.</i> | | | | | | <i>Dén.</i> |
| <i>Rat. et entrée en vigueur XIV 27 nov. 1909.</i> | | | | | | |
| <i>Dén. VI 14 nov. 1925.</i> | | | | | | |
| <i>Entrée en vigueur 14 nov. 1926.</i> | | | | | | |

| VII | VIII | IX | X | XI | XII | XIII | XIV | XV |
|---------------|-------------------------|-------------------------|---------------|---------------|----------|---------------|---------------|----------|
| | | | <i>Adh.</i> | | | | | |
| <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | | <i>Adh.</i> | | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | |
| <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S</i> |
| <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S Rat.</i> | | <i>S</i> |
| <i>S</i> | | <i>S</i> | <i>S</i> | | | <i>S</i> | | <i>S</i> |
| <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | <i>S</i> |
| <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S</i> |
| <i>S</i> | <i>S rés. Rat. rés.</i> | <i>S rés. Rat. rés.</i> | <i>S rés.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S rés.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S</i> |

| | I | II | III | IV | V | VI |
|---|--------------------------------------|-----------------------|------------------|------------------|------------------|---------------------------------|
| Pakistan <i>Rat. II-IV, VI-IX, XI 27 nov. 1909.</i> <i>Entrée en vigueur 26 janv. 1910.</i> <i>Rat. et entrée en vigueur XIV 27 nov. 1909.</i> <i>Dén. VI 14 nov. 1925.</i> <i>Entrée en vigueur 14 nov. 1926.</i> | S | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>rés.</i> | S <i>Rat.</i> <i>Dén.</i> |
| Panama <i>Rat. I-IX, XIII 11 sept. 1911.</i> <i>Entrée en vigueur 10 nov. 1911.</i> <i>Rat. en entrée en vigueur XIV 11 sept. 1911.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> |
| Paraguay <i>Rat. I 25 avril 1933.</i> <i>Entrée en vigueur 24 juin 1933.</i> | S <i>Rat.</i> | S | S | S | S | S |
| Pays-Bas <i>Rat. I-XI, XIII 27 nov. 1909.</i> <i>Entrée en vigueur 26 janv. 1910.</i> <i>Rat. et entrée en vigueur XIV 27 nov. 1909.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> |
| Pérou | S | S <i>rés.</i> | S | S | S | S |
| Perse (dénommée Iran) | S | S | S | S | S | S |
| Philippines <i>Rat. I-V, VIII-XI 27 nov. 1909.</i> <i>Entrée en vigueur 26 janv. 1910.</i> <i>Rat. et entrée en vigueur XIV 27 nov. 1909.</i> <i>Adh. XIII 3 déc. 1909.</i> <i>Entrée en vigueur 1 févr. 1910.</i> | S <i>rés.</i> <i>Rat. rés.</i> | S <i>Rat. rés.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | S <i>Rat.</i> | |
| Pologne <i>Adh. prov. I 15 oct. 1920; entrée en vigueur 26 mai 1922.</i> <i>Adh. III, IV, V 9 mai 1925; entrée en vigueur 8 juillet 1925.</i> <i>Adh. VI, VII, IX, X, XI 31 mai 1935; entrée en vigueur 30 juillet 1935</i> | <i>Adh.</i> | | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> |

| VII | VIII | IX | X | XI | XII | XIII | XIV | XV |
|-------------------------|--|---|-------------------------|-------------------------|----------------------|-------------------------|-------------------------|----------|
| <i>S</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> <i>Rat. rés.</i> | <i>S.</i> <i>rés.</i> <i>Rat. rés.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> |
| <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> |
| <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | | |
| <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> |
| <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> |
| <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> |
| | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> | <i>Adh.</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>Rat.</i> | <i>S</i> |
| <i>Adh.</i> | | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | <i>Adh.</i> | | | | |

| | I | II | III | IV | V | VI |
|--|------------------|------------------|-------------|------------------|------------------|------------------|
| Portugal | S | S | S | S | S | S |
| <i>Rat. I-VII, IX-XI, XIII 13 avril 1911.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> |
| <i>Entrée en vigueur 12 juin 1911.</i> | | | | | | |
| <i>Rat. et entrée en vigueur XIV 13 avril 1911.</i> | | | | | | |
| Roumanie | S | S | S | S | S | S |
| <i>Rat. I, III-XI, XIII 1 mars 1912.</i> | <i>Rat. rés.</i> | <i>Rat. rés.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> |
| <i>Entrée en vigueur 30 avril 1912.</i> | | | | | | |
| Russie (dénommée Union des Républiques Soviétiques Socialistes) ... | S | S | S | S | S | S |
| <i>Rat. I-VII, IX, X, XIII 27 nov. 1909.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat. rés.</i> | <i>Rat. rés.</i> | <i>Rat. rés.</i> |
| <i>Entrée en vigueur 26 janv. 1910.</i> | | | | | | |
| Salvador | S | S | S | S | S | S |
| <i>Rat. I-XI, XIII 27 nov. 1909.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat. rés.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> |
| <i>Entrée en vigueur 26 janv. 1910.</i> | | | | | | |
| <i>Rat. et entrée en vigueur XIV 27 nov. 1909.</i> | | | | | | |
| Serbie (dénommée Yougoslavie) | S | S | S | S | S | S |
| Siam (dénommé Thaïlande) | S | | S | S | S | S |
| <i>Rat. I, III-XI, XIII 12 mars 1910.</i> | <i>Rat.</i> | | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> |
| <i>Entrée en vigueur 11 mai 1910.</i> | | | | | | |
| <i>Rat. et entrée en vigueur XIV 12 mars 1910.</i> | | | | | | |
| Suède | S | | S | S | S | S |
| <i>Rat. I, III-VII, IX, XI, XIII 27 nov. 1909.</i> | <i>Rat.</i> | | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> |
| <i>Entrée en vigueur 26 janv. 1909.</i> | | | | | | |
| <i>Rat. X 13 juillet 1911.</i> | | | | | | |
| <i>Entrée en vigueur 11 sept. 1911.</i> | | | | | | |
| Suisse | S | | S | S | S | S |
| <i>Rat. I, III-XI, XIII 12 mai 1910.</i> | <i>Rat. rés.</i> | | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> | <i>Rat.</i> |
| <i>Entrée en vigueur 11 juillet 1910.</i> | | | | | | |
| <i>Rat. et entrée en vigueur XIV 12 mai 1910.</i> | | | | | | |
| Tchécoslovaquie | Adh. | | | | | |
| <i>Adh. prov. I 14 sept. 1920.</i> | | | | | | |
| <i>Entrée en vigueur 12 juin 1922.</i> | | | | | | |

| I | VII | VIII | IX | X | XI | XII | XIII | XIV | XV |
|---|---------------|--------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------------|---------------|---------------|
| | <i>S Rat.</i> | | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S</i> |
| | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | | <i>S Rat.</i> | | <i>S</i> |
| | <i>S Rat.</i> | | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | | | <i>S Rat.</i> | | <i>S</i> |
| | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S rés.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S</i> |
| | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | | <i>S</i> | | <i>S</i> |
| | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat. rés.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S rés.</i> | <i>S Rat. rés.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S</i> |
| | <i>S Rat.</i> | | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S Rat.</i> | | <i>S</i> |
| | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S Rat.</i> | <i>S rés.</i> |

| | I | II | III | IV | V | VI |
|---|--------|--------|-----|--------|---|----|
| Thaïlande (voir Siam) | | | | | | |
| Turquie | S rés. | S | S | S rés. | S | S |
| Unio des Républiques Soviétiques Socialistes (voir Russie) | | | | | | |
| Uruguay | S | S rés. | S | S | S | S |
| Venezuela | S | | S | S | S | S |
| Yougoslavie (voir Serbie) | | | | | | |

RÉSERVES A LA SIGNATURE.

Convention I.**Amérique.**

Sous réserve de la déclaration faite dans la séance plénière de la Conférence du 16 octobre 1907.

Cette réserve s'applique également à la participation des Philippines.

Réserve maintenue à l'acte de ratification, qui contient, en outre, la réserve suivante :

«That the United States approves this convention with the understanding that recourse to the permanent court for the settlement of differences can be had only by agreement thereto through general or special treaties of arbitration heretofore or hereafter concluded between the parties in dispute ; and the United States now exercises the option contained in article fiftythree of said convention, to exclude the formulation of the «compromis» by the permanent court, and hereby excludes from the competence of the permanent court the power to frame the «compromis» required by general or special treaties of arbitration concluded or hereafter to be concluded by the United States and further expressly declares that the «compromis» required by any treaty of arbitration to which the United States may be a party shall be settled only by agreement between the contracting parties, unless such treaty shall expressly provide otherwise.»

Brésil.

Avec réserve sur l'art. 53 alinéas 2, 3 et 4.

Réserve maintenue à l'acte de ratification.

Chili.

Sous la réserve de la déclaration formulée à propos de l'article 39 dans la 7^{me} séance du 7 octobre de la première Commission.

Grèce.

Avec la réserve de l'alinéa 2 de l'article 53.

Japon.

Avec réserve des alinéas 3 et 4 de l'article 48, de l'alinéa 2 de l'article 53 et de l'article 54.

Réserves maintenues à l'acte de ratification.

| VII | VIII | IX | X | XI | XII | XIII | XIV | XV |
|----------------------|----------------------|----------|----------------------|----------|----------------------|----------------------|----------|----------|
| <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> |
| | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> <i>rés.</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> |
| <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | <i>S</i> | | <i>S</i> | | <i>S</i> |

Roumanie. Avec les mêmes réserves formulées par les Plénipotentiaires Roumains à la signature de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 29 juillet 1899.

Réserves maintenues à l'acte de ratification.

Suisse. Sous réserve de l'article 53, chiffre 2°.

Réserve maintenue à l'acte de ratification.

Turquie. Sous réserve des déclarations portées au procès-verbal de la 9^e séance plénière de la Conférence du 16 octobre 1907.

Convention II.

Amérique. L'acte de ratification contient la réserve suivante :

« That the United States approves this convention with the understanding that recourse to the permanent court for the settlement of the differences referred to in said convention can be had only by agreement thereto through general or special treaties of arbitration heretofore or hereafter concluded between the parties in dispute. »

Cette réserve s'applique également à la participation des Philippines.

Argentine. La République Argentine fait les réserves suivantes :

1°. En ce qui concerne les dettes provenant de contrats ordinaires entre le ressortissant d'une nation et un Gouvernement étranger, on n'aura recours à l'arbitrage que dans le cas spécifique de déni de justice par les juridictions du pays du contrat, qui doivent être préalablement épuisées.

2°. Les emprunts publics, avec émission de bons, constituant la dette nationale, ne pourront donner lieu, en aucun cas, à l'agression militaire ni à l'occupation matérielle du sol des nations américaines.

Bolivie. Sous la réserve exprimée à la première Commission.

Colombie. La Colombie fait les réserves suivantes : Elle n'accepte pas en aucun cas l'emploi de la force pour le recouvrement de dettes quelle que soit leur nature. Elle n'accepte pas l'arbitrage qu'après décision définitive des tribunaux des pays débiteurs.

- Rép. Dominicaine.** Avec la réserve faite dans la séance plénière du 16 octobre 1907.
- Equateur.** Avec les réserves faites dans la séance plénière du 16 octobre 1907.
- Grèce.** Avec la réserve faite dans la séance plénière du 16 octobre 1907.
- Guatemala.**
1. En ce qui concerne les dettes provenant de contrats ordinaires entre les ressortissants d'une nation et un gouvernement étranger on n'aura recours à l'arbitrage que dans le cas de dénégation de justice par les juridictions du pays du contrat, qui doivent être préalablement épuisées.
Réserve maintenue à l'acte de ratification.
 2. Les emprunts publics avec émission de bons constituant des dettes nationales ne pourront donner lieu, en aucun cas, à l'agression militaire ni à l'occupation matérielle du sol des nations américaines.
Réserve maintenue à l'acte de ratification.
- Nicaragua.** L'acte d'adhésion contient les réserves suivantes :
- a) En ce qui concerne les dettes provenant de contrats ordinaires entre le ressortissant d'une nation et un Gouvernement étranger on n'aura recours à l'arbitrage que dans le cas spécifique de déni de justice par les juridictions du pays du contrat qui doivent être préalablement épuisées.
 - b) Les emprunts publics, avec émission de bons, constituant la dette nationale, ne pourront donner lieu, en aucun cas, à l'agression militaire ni à l'occupation matérielle du sol des nations Américaines.
- Pérou.** Sous la réserve que les principes établis dans cette convention ne pourront pas s'appliquer à des réclamations ou différends provenant de contrats passés par un pays avec des sujets étrangers lorsque dans ces contrats il aura été expressément stipulé que les réclamations ou différends devront être soumis aux juges et tribunaux du pays.
- Salvador.** Nous faisons les mêmes réserves que la République Argentine ci-dessus.
Réserves maintenues à l'acte de ratification.
- Uruguay.** Sous réserve du second alinéa de l'article premier, parce que la Délégation considère que le refus de l'arbitrage pourra se faire toujours de plein droit si la loi fondamentale du pays débiteur, antérieure au contrat qui a originé les doutes ou contestations, ou ce contrat même, a établi que ces doutes ou contestations seront décidés par les tribunaux du dit pays.

Convention IV.

- Allemagne.** Sous réserve de l'article 44 du Règlement annexé.
Réserve maintenue à l'acte de ratification.
- Autriche.** Sous réserve de la déclaration faite dans la séance plénière de la Conférence du 17 août 1907.
Réserve maintenue au procès-verbal de dépôt des ratifications.
- Hongrie.** Sous réserve de la déclaration faite dans la séance plénière de la Conférence du 17 août 1907.
Réserve maintenue au procès-verbal de dépôt des ratifications.

- Japon.** Avec réserve de l'article 44.
Réserve maintenue à l'acte de ratification.
- Russie (dénommée Union des Républiques Soviétiques Socialistes).** Sous réserves formulées à l'article 44 du Règlement annexé à la présente Convention et consignées au procès-verbal de la quatrième séance plénière du 17 août 1907.
Réserves maintenues à l'acte de ratification.

Turquie. Sous réserve de l'article 3.

Convention V.

- Argentine.** La République Argentine fait réserve de l'article 19.
- Grande-Bretagne.** Sous réserve des articles 16, 17 et 18.
Cette réserve s'applique également à la participation de l'Afrique du Sud, de l'Australie, du Canada, de l'Inde, de l'Irlande, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan et du Ceylon.

Convention VI.

- Allemagne.** Sous réserve de l'article 3 et de l'article 4, alinéa 2.
Réserves maintenues à l'acte de ratification.
- Russie (dénommée Union des Républiques Sociéti-ques Socialistes).** Sous réserves formulées à l'article 3 et à l'article 4 alinéa 2 de la présente Convention et consignées au procès-verbal de la septième séance plénière du 27 septembre 1907.
Réserves maintenues à l'acte de ratification.

Convention VII.

- Turquie.** Sous réserve de la déclaration faite à la 8^{me} séance plénière de la Conférence du 9 octobre 1907.

Convention VIII.

- Allemagne.** Sous réserve de l'article 2.
Réserve maintenue à l'acte de ratification.
- Rép. Dominicaine.** Avec réserve sur l'alinéa premier de l'article premier.
- France.** Sous réserve de l'article 2.
Cette réserve s'applique également à la participation du Laos.
Réserve maintenue à l'acte de ratification.
- Grande-Bretagne.** Sous réserve de la déclaration suivante : « En apposant leurs signatures à cette convention les plénipotentiaires britanniques déclarent que le simple fait que la dite convention ne défend pas tel acte ou tel procédé ne doit pas être considéré comme privant le Gouvernement de Sa Majesté Britannique du droit de contester la légalité du dit acte ou procédé. »
Cette réserve s'applique également à la participation de l'Afrique du Sud, de l'Australie, du Canada, de l'Inde, de l'Irlande, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan et du Ceylan.
Réserve maintenue à l'acte de ratification.
- Siam (dénommé Thaïlande).** Sous réserve de l'article I alinéa 1.
Réserve maintenue à l'acte de ratification.

Turquie. Sous réserve des déclarations consignées au procès-verbal de la 8^{me} séance plénière de la Conférence du 9 octobre 1907.

Convention IX.

Allemagne. Sous réserve de l'article I alinéa 2.
Réserve maintenue à l'acte de ratification.

Chili. Sous la réserve de l'article 3 formulée dans la quatrième séance plénière du 17 août.

France. Sous réserve du deuxième alinéa de l'article I.
Cette réserve s'applique également à la participation du Laos.
Réserve maintenue à l'acte de ratification.

Grande-Bretagne. Sous réserve du second alinéa de l'article I.
Cette réserve s'applique également à la participation de l'Afrique du Sud, de l'Australie, du Canada, de l'Inde, de l'Irlande, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan et du Ceylan.
Réserve maintenue à l'acte de ratification.

Japon. Avec réserve de l'alinéa 2 de l'article I.
Réserve maintenue à l'acte de ratification.

Convention X.

Chine. Sous réserve de l'article 21.
Réserve maintenue à l'acte de ratification.

Grande-Bretagne. Sous réserve des articles 6 et 21 et de la déclaration suivante : « En apposant leurs signatures à cette convention les plénipotentiaires britanniques déclarent que le Gouvernement de Sa Majesté entend que l'application de l'article 12 se borne au seul cas des combattants recueillis pendant ou après un combat naval auquel ils auront pris part. »
Cette réserve s'applique également à la participation de l'Afrique du Sud, de l'Australie, du Canada, de l'Inde, de l'Irlande, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan et du Ceylan.

Perse (dénommée Iran) Sous réserve du droit reconnu par la Conférence de l'emploi du Lion et du Soleil rouge au lieu et à la place de la Croix rouge.

Turquie. Sous réserve du droit reconnu par la Conférence de la Paix de l'emploi du Croissant Rouge.

Convention XII.

Chili. Sous la réserve de l'article 15 formulée à la sixième séance plénière du 21 septembre.

Cuba. Sous réserve de l'article 15.

Equateur. Sous réserve de l'article 15.

Guatemala. Sous les réserves formulées concernant l'article 15.

Haïti. Avec la réserve relative à l'article 15.

Perse (dénommée Iran). Sous réserve de l'article 15.

Salvador. Sous réserve de l'article 15.

Siam (dénommé Thaïlande). Sous réserve de l'article 15.

- Turquie.** Sous réserve de l'article 15.
Uruguay. Sous réserve de l'article 15.

Convention XIII.

- Allemagne.** Sous réserve des articles 11, 12, 13 et 20.
 Réserves maintenues à l'acte de ratification.
- Amérique.** L'acte *d'adhésion* contient la réserve suivante :
 «that the United States adheres to the said Convention, subject to the reservation and exclusion of its Article XXIII and with the understanding that the last clause of Article III thereof implies the duty of a neutral power to make the demand therein mentioned for the return of a ship captured within the neutral jurisdiction and no longer within that jurisdiction.»
 Cette réserve s'applique également à la participation des Philippines.
- Chine.** *Adhésion* avec les réserves de l'alinéa 2 de l'article 14, de l'alinéa 3 de l'article 19 et de l'article 27.
- Rép. Dominicaine.** Avec réserve sur l'article 12.
- Grande-Bretagne.** Sous réserve des articles 19 et 23.
 Cette réserve s'applique également à la participation de l'Afrique du Sud, de l'Australie, du Canada, de l'Inde, de l'Irlande, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan et du Ceylan.
- Japon.** Avec réserve des articles 19 et 23.
 Réserves maintenues à l'acte de ratification.
- Perse (dénommée Iran).** Sous réserve des articles 12, 19 et 21.
- Siam (dénommé Thaïlande).** Sous réserve des articles 12, 19 et 23.
 Réserve maintenue à l'acte de ratification.
- Turquie.** Sous réserve de la déclaration concernant l'article 10 portée au procès-verbal de la 8^{me} séance plénière de la Conférence du 9 octobre 1907.

Acte Final.

- Suisse.** Sous réserve du Vœu n° 1, que le Conseil Fédéral Suisse n'accepte pas.

Avis. — Indigénat. — Par déclaration d'option faite le 31 décembre 1954, devant l'officier de l'état civil de la commune d'Esch-sur-Alzette, en conformité de l'art. 19,3 de la loi du 9 mars 1940, la dame *Parietti* Elsa-Marie, épouse *von Agris* Denis-Corneille, née le 12 mai 1934 à Esch-sur-Alzette, demeurant à Esch-sur-Alzette, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par déclaration d'option faite le 13 mai 1955, devant l'officier de l'état civil de la commune d'Esch-sur-Alzette, en conformité de l'art. 19,3 de la loi du 9 mars 1940, la dame *Felt* Pierrette-Marguerite, épouse *Kaufmann* André-Mathias, née le 8 avril 1934 à Pont-à-Mousson/France, demeurant à Esch-sur-Alzette, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

Arrêté du 10 février 1956 concernant le service de la monte des étalons admis pour 1956.

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu l'arrêté grand-ducal du 15 octobre 1935 concernant l'amélioration de la race chevaline ;

Vu l'arrêté du 20 octobre 1955 concernant l'expertise des étalons à la monte pendant l'année 1956 ;

Vu le registre d'inscription des étalons examinés et admis pour la monte pendant l'année 1956 par la Commission d'expertise ;

Sur la proposition de la Commission d'expertise des étalons

Arrête :

Art. 1^{er}. Le nombre, l'emplacement et le ressort des stations d'étalons pour le service de la monte en 1956 sont fixés d'après les indications du tableau annexé contenant les noms des propriétaires des étalons admis pour la saillie des juments d'autrui pendant 1956 ainsi que les renseignements portés au registre tenu par la commission chargée de les examiner.

Art. 2. Les étalons séjourneront les samedi et dimanche de chaque semaine à la station leur assignée. Pour les localités rattachées à la station principale, le service de la saillie pourra se faire après entente entre l'éta lonnier et les détenteurs de juments.

Art. 3. Le présent arrêté ainsi que le tableau annexé seront publiés au *Mémorial*.

Le Ministre de l'Agriculture,
Emile Colling.

Liste des étalons admis à la monte publique pour l'année 1956.

| No d'ordre | Propriétaire ou détenteur de l'étalon. | Signalement de l'étalon | | Désignation de la <i>station</i> et des localités où l'étalon peut être employé à la monte. |
|------------|--|-------------------------|--|--|
| | | Age — Ans. | Robes et marques particulières. | |
| 1 | <i>Brasseur</i> Arcade, fermier Sanem. | 5 | indigène, bai en tête. | <i>Sanem</i> . — Les localités des communes de Differdange, Pétange, Bascharage, Mondercange et Sanem. |
| 2 | Le même. | 9 | belge, rouan, en tête en flamme. | id. |
| 3 | <i>Hansen</i> Albert, propriétaire Hivange. | 9 | belge, rouan-clair, balzanes postérieures. | <i>Hivange</i> . — Les localités des communes de Bascharage, Clemency, Dippach et Garnich. |
| 4 | <i>Hemes</i> Jos., propriétaire Neumaxmühle. | 8 | belge, aubère, légèrement en tête. | <i>Neumaxmühle</i> . — Les localités des communes de Bertrange, Kehlen, Kõrich, Mamer et Strassen. |

| | | | |
|----|---|--|--|
| 5 | <i>Jungels</i> Cam., propriétaire Pleitringerhof. | 7 indigène, rouan sans marque. | <i>Pleitränge</i> . — Les localités des communes de Contern, Schuttränge, Dalheim, Waldbredimus, Lenningen et la section de Syren. |
| 6 | <i>Lommel</i> Nic., propriétaire Bourghof. | 4 indigène, rouan sans marque. | <i>Ingeldorf</i> . — Les localités des communes du canton de Diekirch. |
| 7 | <i>Majerus</i> Jean, propriétaire Selscheid. | 3 belge, rouan, petit en tête en flamme. | <i>Selscheid</i> . — Les localités des communes de Boevange, Eschweiler, Munshausen, Oberwampach, Harlange, Winseler et la section de Hoffelt. |
| 8 | Le même. | 8 belge, bai, en tête, trace de liste. | id. |
| 9 | <i>Poorters</i> Phil., propriétaire Troisvierges | 12 belge, alezan, en tête en pointe. | <i>Troisvierges</i> . — Les localités des communes de Troisvierges, Asselborn, Hachiville, Weiswampach, Heinerscheid, Hosingen et Consthun. |
| 10 | <i>Schleich</i> Luc., propriétaire Feulen-Haut. | 5 belge, rouan foncé. | <i>Feulen-Haut</i> . — Les localités des communes de Berg, Bourscheid, Heiderscheid, Ettelbruck, Feulen et Mertzig. |
| 11 | <i>Tobias</i> Jacques, propriétaire, Hovelange. | 11 belge, rouan sans marque | <i>Hovelange</i> . — Les localités des communes de Redange, Ell, Saeul, Beckerich, Tuntange et Useldange. |
| 12 | <i>Syndicat de Biwer</i> . | 6 indigène, bai, sans marque. | <i>Boudler</i> . — Les localités des communes des cantons d'Echternach et de Grevenmacher. |
| 13 | <i>Syndicat de Grosbous</i> . | 10 belge, rouan sans marque. | <i>Niederpallen</i> . — Les localités des communes de Grosbous, Vichten, Wahl, Folschette Bettborn, Arsdorf, Bigonville, Perlé, Useldange et la section de Niederpallen. |
| 14 | <i>Syndicat de Mersch</i> . | 5 belge, rouan sans marque. | <i>Moesdorf</i> . — Les localités des communes du canton de Mersch. |
| 15 | <i>Syndicat de Rechange</i> . | 5 belge, bai, en tête balzanes postérieures. | <i>Limpach</i> . — Les localités des communes de Reckange, Mondercange, Dippach et la ferme Lorentzscheuer. |

Avis. — Titres au porteur. — Mainlevée d'opposition. — Suivant notification de l'intéressé en date du 20 février 1956 mainlevée pure et simple a été donnée de l'opposition formulée par exploit de l'huissier N. Wennmacher à Luxembourg, le 10 octobre 1945 en tant que cette opposition porte sur :

a) vingt-six obligations communales du Crédit Foncier de l'Etat, émission 4% de 1935, savoir : Litt. C. Nos 2878 à 2892, 2895 à 2902, 2904, 10606 et 10607 d'une valeur nominale de mille francs chacune ;

b) trente-six obligations foncières du Crédit Foncier de l'Etat, émission 4% de 1936, savoir :
1° Litt. C. Nos 1306 à 1314, 1321, 1322, 1324, 1325 et 1328 à 1334 d'une valeur nominale de mille francs chacune ;

2° Litt. D. Nos 390 à 393, 396, 398 à 403 et 405 à 409 d'une valeur nominale de cinq mille francs chacune.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'article 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 22 février 1956.

Avis. — Titres au porteur. — Mainlevée d'opposition. — Suivant notification de l'intéressé en date du 18 février 1956 mainlevée pure et simple a été donnée de l'opposition formulée par exploit de l'huissier P. Konz à Echternach, le 1^{er} mars 1948, en tant que cette opposition porte sur huit obligations foncières du Crédit Foncier de l'Etat, émission 4% de 1936, savoir :

a) Litt. C. Nos 10483 à 10487 d'une valeur nominale de mille francs chacune ;

b) Litt. D. Nos 3037 à 3039 d'une valeur nominale de cinq mille francs chacune.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'article 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 21 février 1956.

Avis. — Titres au porteur. — Mainlevée d'opposition. — Suivant notification de l'intéressé en date du 18 février 1956 mainlevée pure et simple a été donnée de l'opposition formulée par exploit de l'huissier Jean Herber à Esch-sur-Alzette en tant que cette opposition porte sur vingt-trois obligations communales du Crédit Foncier de l'Etat, émission 4% de 1935, savoir :

a) Litt. C. Nos 1133 à 1151 d'une valeur nominale de mille francs chacune ;

b) Litt. D. Nos 328 à 331 d'une valeur nominale de cinq mille francs chacune.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'article 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 21 février 1956.

Avis. — Titres au porteur. — Mainlevée d'opposition. — Suivant notification de l'intéressé en date du 22 février 1956, mainlevée pure et simple a été donnée de l'opposition formulée par exploit de l'huissier Fél. Jansen à Luxembourg, le 17 novembre 1950, en tant que cette opposition porte sur cinq obligations communales du Crédit Foncier de l'Etat, émission 4% de 1935, savoir : Litt. C. Nos 3449 à 3453 d'une valeur nominale de mille francs chacune.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'article 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 24 février 1956.
